

AUX ORIGINES DE LA LEGISLATION DU TRAVAIL : LIEGE 1886.

Le 18 mars 1886, à la soirée, un banquet d'adieu clôture la visite faite à Liège par l'illustre maître Franz Liszt. Les *Disciples de Grétry*, chorale réputée, lui donnent la sérénade. Ils chantent *Germinal*, cantate exaltant le noble labeur du mineur.

« Lève ton front avec fierté,
« Mineur ! Ton sang versé, tes sueurs, ta souffrance,
« Germeront pour la vie et pour l'humanité ! »

La brillante compagnie pour l'occasion assemblée rend grâce aux richesses de la terre du ravissement qu'elles lui procurent. Le mineur en est l'instrument, qu'il en soit loué !

Ce même soir, à la même heure peut-être, les glaces du restaurant Mohren, au Pont d'Avroy, où se tient la réunion, s'effondrent fracassées par ces mêmes mineurs, êtres de chair et de sang.

C'est un monde qui s'effondre ! L'émotion mise à part, qui des convives du festin s'en est rendu compte ? Franz Liszt entre à Vienne le lendemain. Le rhume contracté à Liège l'emportera dans la tombe quelques jours plus tard.

Tout le sillon Sambre-Meuse est en ébullition. Trop longtemps contenue, la colère, soudain, a éclaté.

Le 18 mars 1886, c'est le quinzième anniversaire de la *Commune de Paris*. Qui s'en souvient encore en cette fin d'hiver ? Trente cinq mille morts, cela s'oublie vite lorsque la justice du régime couvre les excès. On pardonne moins volontiers les quelques dizaines d'otages massacrés par des rebelles affolés. Une poignée d'anarchistes liégeois : Jean Joseph Rutters, François Billen, Edouard Wagener a décidé de commémorer l'événement.

Les circonstances doivent paraître favorables à ce groupuscule qui depuis janvier 1886 multiplie les initiatives. L'Occident européen, les Etats-Unis d'Amérique mêmes, connaissent les effets dramatiques de la crise qui depuis de longs mois ébranle l'industrie et le commerce.

Le premier de l'an, à Bruxelles, au Palais royal, le vice-président du Sénat dans son compliment aux souverains déplore l'aggravation de la crise. Il appelle les pouvoirs publics et les citoyens à leur devoir. Le gouverneur de la Banque nationale a cependant enchaîné par ces mots : « Toute entrave à la liberté de l'industrie ou du commerce ou à la morale naturelle des choses, ne peut que ralentir le mouvement des affaires ». Une intervention ouverte de l'Etat est

délibérément écartée. Il n'est point question de déroger aux règles du libéralisme manchestérien auxquelles la Belgique reste accrochée.

Le même jour, on lit dans le journal *LA MEUSE*, le billet du plumitif de service : « Bonne Année ! ... Le 1^{er} janvier, c'est le jour des pauvres. La mendicité s'étale sans crainte dans les rues. Des enfants malpropres fourrent dans vos poches d'énormes pains à cacheter, des « hosties » disent-ils, qui doivent nous « porter bonheur ». Pour peu, ils vous les colleraient au milieu du dos... »

Cynisme, sarcasme, inconscience ? On peut s'interroger.

Inconscience pour beaucoup : les lettrés, électeurs censitaires, qui trouvent leur pâture quotidienne dans les nombreux journaux conservateurs qu'ils soient libéraux doctrinaires ou catholiques. Ils commandent l'opinion publique. Absorbés par leurs querelles internes, ils ignorent les vrais problèmes. Le journal radical *LA REFORME* note fort bien lors des événements de mars : « Depuis un demi-siècle, les deux coteries de privilégiés qui se succèdent au pouvoir n'ont rien fait pour le peuple, ils l'ont laissé croupir dans l'ignorance, la sauvagerie, la misère », leurs membres « sceptiques, entretenaient le malaise social ».

Ce n'est pas d'hier que ce malaise existe. Apparu avec les premiers effets de la révolution industrielle, il a provoqué quelques inquiétudes, vers 1843, puis vers 1848 par exemple, puis plus tard vers 1862-1863. Les périodes de croissance économique ont suffi à les dissiper, sans faire disparaître pour autant les causes du malaise. Celui-ci reste latent. La longue crise qui suit les années 1870, le porte à son comble. Des mouvements politiques tendent à le matérialiser. *L'Internationale*, ébranlée par l'échec de la Commune, déchirée par des schismes internes, a fait place à des organisations plus actives : socialistes, anarchistes. Une aile radicale, progressiste, se dessine dans le parti libéral traditionnel de Belgique. Des inquiétudes sociales se manifestent chez certains catholiques : « Allons au peuple, Messieurs, c'est dans son sein que s'agiteront désormais les grandes questions de notre temps ». Ainsi s'exprime, à Louvain Albert de Mun, en 1885. Il poursuit : « Allons à l'ouvrier pour le connaître, pour l'aimer. Allons à lui pour savoir ce qu'il souffre et ce qu'il demande ». Vaine exhortation si l'on en juge par l'image idéale que trace de l'ouvrier le milieu louvaniste de 1886 : « Connaissez-vous rien de réjouissant à voir, comme un intérieur d'ouvrier laborieux, sobre et honnête, quand il a la chance d'avoir une femme active et soigneuse. Tout est simple, mais tout est propre ; pas de luxe, mais de l'ordre et de l'aisance. Tout est à sa place, seuls quelques jouets d'enfants sont un peu jetés au hasard ». On paraît se satisfaire d'une transposition, à échelle réduite, des mérites bourgeois. C'est Henry Carton de Wiart, un catholique cependant, qui témoigne : « Ah, ces ménages ouvriers logés dans des mansardes délabrées, où la femme faisait la lessive et la cuisine, tandis que dans une sorte de caisse, des enfants étaient couchés, secoués par la coqueluche, en même temps que déguenillée et dépeignée, une aïeule gémissait, elle aussi étendue sur une pauvre paillasse. Que de fois, le cœur serré, j'avais croisé en chemin, dans ces ruelles et ces impasses nauséabondes, des hommes aux vêtements négligés, au regard dur et hostile à qui j'aurais voulu

apporter autre chose que des paroles de résignation, des bons de soupe ou de charbon ». Il s'agit, hélas, de mémoires rédigés bien après les événements. Ses congénères affirment sans sourciller : « Après une période de grande prospérité, une crise est en quelque sorte nécessaire pour les progrès de l'industrie et pour le bien-être de l'ouvrier ... » Heureuse conscience qui travaille à la prospérité de l'ouvrier, mais qui la subordonne à la sauvegarde du capital : « Sous prétexte et avec l'intention de protéger le travail, on doit bien se garder de faire la guerre au capital, toujours timide et soucieux lorsqu'il s'agit de sécurité. Le capital se porte là où il croit rencontrer le plus de garanties. Si une législation nouvelle, croyant protéger le travailleur, diminuait la sécurité du capital, celui-ci ne tarderait pas, au grand préjudice de nos classes ouvrières, à émigrer vers des pays plus hospitaliers où il trouverait à la fois protection et sécurité ».

Aussi la situation est-elle tragique pour qui ne peut vivre que des fruits de son travail en ce début de 1886. Le chômage enlève toute ressource à un nombre grandissant d'ouvriers. Pour qui travaille, le salaire baisse par rapport au rendement exigé : « La diminution du personnel de 1880 à nos jours, reconnaît le patronat, est le résultat de la crise que nous traversons et de l'effet utile plus grand de l'ouvrier résultant de la remise de certain travaux à l'entreprise. Elle est aussi due à l'installation de nouveaux appareils ». Un estampeur liégeois caractérise bien le drame : « On a voulu diminuer mon salaire sous prétexte qu'une nouvelle machine allait plus vite et que je pouvais faire plus d'ouvrage, mais il fallut travailler plus fort pour suivre la machine et celle-ci allant trop vite, je gâtai l'ouvrage. Je suis parti ».

Les conditions d'hygiène et de salubrité sont pénibles : « Lorsqu'un industriel érige une usine, une fabrique ou un atelier de travail, avoue le Gouverneur de la Flandre occidentale, il cherche avant tout à n'y consacrer que l'espace strictement nécessaire, ce, afin de réduire les frais de premier établissement... ». Un délégué des mineurs sérésiens accuse : « On voit dépérir la race. La plupart des ouvriers sont rachitiques à 30 ans ». Ce que confirme le président du bureau de bienfaisance de Seraing : « La mortalité parmi la classe ouvrière est beaucoup plus rapide que parmi les classes moyennes et aisées », constate une caisse de retraite des vieux. En général, ceux-ci sont sans ressources : « Les salaires étant en général insuffisants et permettant à peine de pourvoir aux nécessités de la vie, on ne doit guère s'attendre à voir réussir de nouvelles tentatives pour propager l'épargne, surtout parmi la classe ouvrière proprement dite ». Qu'à cela ne tienne : « Quand on est arrivé à un certain âge, si on ne peut plus dépenser la puissance musculaire voulue, on vous dit que vous tenez inutilement cette place et cela ne peut plus continuer ainsi. Vous n'avez qu'à chercher une autre occupation, car on procède à votre remplacement, sans nul souci de ce qui peut en résulter », ainsi parle un délégué.

Les enfants sont exploités au détriment des adultes. Un patron avoue : « ... les travaux les plus légers sont confiés aux enfants ; cependant comme les salaires de ces derniers sont inférieurs, on cherche depuis quelque temps à leur faire faire des travaux qu'on ne donnait précédemment qu'aux femmes, et cela afin de diminuer les prix de revient ».

Les malades et les blessés sont abandonnés avec des secours dérisoires et temporaires. Le salaire déjà minime est amputé encore par l'obligation d'acheter au magasin du patron ou du contre-maître. Mais ici, comme ailleurs, la logique libérale est implacable : « Interdire législativement le paiement en nature ! Et pourquoi ? », demande un directeur d'usine liégeois. « L'engagement d'un ouvrier constitue un contrat entre deux parties : qu'y a-t-il de délictueux à stipuler dans ce contrat librement consenti et signé par elles, que le salaire sera complètement ou partiellement touché en nature ? Ce système est très mauvais, il est rempli d'inconvénients, mais il est parfaitement licite ... Toujours cette tendance malheureuse de mettre l'ouvrier en dehors du droit, comme du devoir général. Que la loi, à son égard, soit ce qu'elle est pour les autres classes de citoyens ».

Les questionnaires et les procès-verbaux réunis par la Commission du travail de 1886-1887 accumulent ainsi les témoignages tragiques et, hélas, formels. « Nous nous privons le plus possible, nous mangeons des aliments peu chers. Nous prenons du pain commun très mauvais », confession d'un affamé, pourrait-on croire ? Non ! lot quotidien du travailleur en chambre de Verviers et d'ailleurs, comme en témoigne l'hygiéniste Hyacinthe Kuborn de Seraing, obstiné à réclamer l'intervention des pouvoirs publics.

Le militant socialiste liégeois Omer Wattez décrit les budgets ouvriers insuffisants : « Avec ces ressources, il faut se nourrir, se vêtir et se loger. Aussi, quiconque n'a pas vu de ménages ouvriers, ne peut s'imaginer les conditions de vie de nos travailleurs. En général, ils n'ont qu'une nourriture insuffisante et malsaine, des vêtements d'étoffes communes tombant rapidement en lambeaux, des logements consistant le plus souvent en une ou deux pièces exiguës, à plafond bas, à plancher exhalant les odeurs fétides de la misère, à mur suintant l'humidité et la maladie ».

Qui s'en soucie parmi la bourgeoisie dont les aumônes apaisent les scrupules.

Une entreprise liégeoise, ancienne et florissante s'étonne : « Interdire le travail aux femmes, c'est joli en théorie ! Mais comment doit vivre la veuve d'un ouvrier qui a des enfants ? Les industriels ne demandent pas mieux que de ne pas prendre les enfants en dessous de 12 ans ou même 14. Mais c'est encore une ressource que la loi retire au ménage de l'ouvrier chargé de famille. On nous sollicite sans cesse de prendre de jeunes enfants pour soulager certaines misères, des veuves, des estropiés, etc. Une Association charbonnière remarque que les « ouvriers occupés le dimanche et qui font ainsi, au moins, sept journées par semaine (dommage qu'il n'y en ait pas plus), sont généralement des travailleurs rangés, dont l'aisance et la santé robuste contrastent avec celles des ouvriers qui prennent plusieurs jours de repos par semaine ». O lapsus significatif ! Comme on comprend l'angoisse de Jules Destrée, futur ministre de l'Instruction publique, écrivant en ces semaines agitées de 1886 : « Tout ce que j'ai vu ou entendu depuis un mois, tout cela m'a consterné. Je suis épouvanté de voir sous quelles immenses iniquités inconscientes, continues, journalières, tout notre ordre bourgeois est fondé. Et je me demande avec effroi, à être seul ou presque, à m'indigner, si ce n'est pas moi qui ai des idées étranges et le sens moral faussé... Mais la misère ! Mais la faim ! ».

Quel cynisme dans tel propos d'un directeur liégeois lors de l'enquête de la *Commission du travail* : « Toutes ces conceptions philanthropiques sont magnifiques en théorie et sur le papier. En fait, que l'on ne perde pas de vue que la science industrielle consiste à obtenir d'un être humain, la plus grande somme possible de travail utile, en le rémunérant au taux le plus bas. L'organisation de la société repose de plus en plus sur les principes de la liberté individuelle et du *self help*. Les méconnaître c'est faire du socialisme, et, à mon sens, du pire ».

Les socialistes, en effet, avec les anarchistes et quelques radicaux sont les seuls à s'émouvoir et à crier au scandale. Les seuls à prévoir les conséquences funestes de cet état. Louis Bertrand, du jeune *Parti ouvrier belge* écrit dans le nouvel organe de celui-ci, *LE PEUPLE*, fin février : « Les ouvriers ont faim et froid et les magasins sont pleins de marchandises qui restent là, attendant le consommateur qui ne vient pas. Déjà les pauvres commencent à se fâcher... Tout cela ne présage rien de bon et l'on peut se demander comment cela finira ... ».

C'est bien connu, les socialistes sont « les ennemis de l'ouvrier ». Tel est le dernier argument des milieux doctrinaires qui s'effrayent de l'incidence de l'essor socialiste sur l'aile radicale du parti libéral :

« Le Spectre rouge n'est pas une chimère. Le spectre rouge, aujourd'hui même, montre sa face hideuse en Irlande et en France, en Russie et en Angleterre. En Irlande où les crimes agraires sèment la terreur, à Londres, où le pillage, le vol, brisent les vitrines, à Decazeville, où des milliers de malheureux, enrôlés par des scélérats, désertent leur travail et laissent leurs enfants manquer de pain, le Spectre rouge a montré sa face hideuse et agité son linceul sanglant... « Oui, là est le vrai danger, car il menace l'édifice social, le travail et la liberté... C'est à l'œuvre de la défense et de la préservation sociale qu'il faut appeler tous les bons citoyens, tous les vrais libéraux, et ce n'est pas en décrétant le suffrage universel, en donnant le droit de vote aux ignorants et la toute-puissance électorale aux imbéciles que l'on fera chose utile pour le pays et le salut public... » Voilà qui est clair, définitif.

Ont-ils raison ceux qui se plaignent des affaires et de la misère ? On exagère estime *LA MEUSE* : « Quoique l'hiver ait été rigoureux et dur aux pauvres gens, on n'a pas cessé de dépenser et, dans toutes les classes de la société, de rire et de jouer. Les cabarets n'ont pas désempli, les théâtres ont eu du monde ; les bals, les concerts se sont multipliés et toujours et partout où un plaisir s'achète, la foule s'est portée joyeuse, jetant l'argent sans souci ».

Sans souci ! Telle doit être la position des milieux bourgeois en cette journée du 18 mars 1886 à Liège. La police, sourde aux rumeurs, conclut que la manifestation et le meeting projetés par le groupe anarchiste de Liège ne dépasseront pas l'ampleur des précédentes manifestations, au contraire. Des mesures de sécurité de routine sont prises au dernier moment. Déjà cependant, la physionomie de la ville a changé. Il y règne une animation inusitée. Comme un air de fête, avec des rumeurs curieuses : « Louise Michel, l'héroïne de la Commune, sera présente ! ».

Au sortir des ateliers, les travailleurs traînent sur les trottoirs, l'air indifférent dans le soir qui s'allonge. De la banlieue, dès l'après-dîner, des bandes ont pris la route de la Cité, au son de « chants lugubres », dit un témoin.

Les organisateurs sont débordés dès qu'ils parviennent sur la place Saint-Lambert, à 19 heures. Curieux et manifestants se comptent par centaines, puis par milliers. Beaucoup de jeunes : des « gamins », des « voyous » écriront les journaux et la police. Tout alors se passe très vite. Devant les Assises, Wagener et Rutters plaideront qu'ils ont souhaité amener la bourgeoisie à comprendre l'importance du drame social en faisant défiler en ville tous ces misérables, à prendre conscience de leur condition d'exploités. A la sortie du meeting de la place Delcour, des violences se sont déjà déchaînées dans le quartier de l'Hôtel de Ville : rue Léopold, en Neuvice. Elles reprennent, dans le quartier du Théâtre royal, place Verte, au Pont d'Avroy. Vitres brisées, mobiliers malmenés, étalages pillés alternent avec les coups de feu, les jets de pierres, les altercations, les collisions entre manifestants et service d'ordre. La garde civique tout entière, la garnison militaire ont été alertées. Le calme ne se rétablit que tard, laissant sur le carreau des blessés et bon nombre de manifestants en prison. Tout ne fait que commencer. La grève s'étend comme flambée dès le petit jour. Tout le bassin houiller est affecté, la métallurgie reste réticente. Mais déjà des heurts se produisent avec l'armée, en hâte établie dans les usines de la vallée, à Tilleur, à Jemeppe, à Seraing, à Ougrée.

Des fusillades, des bagarres multiplieront dans les jours suivants les victimes. Il y a des morts. Le 25 mars, la fermentation a gagné la région de Charleroi, elle dégénère le 26 en Apocalypse. Les verreries Baudoux flambent à Lodelinsart, le château du propriétaire à Jumet. Ce ne sont pas les seuls sinistres. L'armée précipitamment amenée tire ; grévistes, émeutiers, tombent. Puis, tout redevient calme. Les grévistes abattus mais non découragés reprennent le travail, quand ils en trouvent, sans obtenir de réelle satisfaction. Ils sont fiers et étonnés de leur force soudain révélée.

Théophile Blanvalet, animateur du *Parti ouvrier belge* à Liège constate non sans orgueil : « Maintenant, il existe des sociétés de propagande, des sociétés de résistance, des sociétés coopératives, etc., que je considère comme des moyens d'éducation morale pour la classe ouvrière ». Il parle en août 1886. Avant le 18 mars, il n'y avait pratiquement rien que des mouvements qui à grand peine se faisaient, se défaisaient, tiraillés entre les anarchistes, les démocrates, les libéraux progressistes, toujours en nombre restreint.

Huit mille travailleurs forment maintenant la *Fédération ouvrière de la Meuse*. Ils ont compris où se trouvait leur avenir. Ils défient les patrons qui traquent les meneurs et les affiliés qui osent revendiquer ou se présenter aux séances d'enquête de la *Commission du travail*.

La répression n'a eu d'égale que la crainte éprouvée par les possédants. Dès le 24 mars, les sanctions pleuvent. Presque toutes les peines prononcées atteignent le maximum. Wagener, condamné pour bris de clôture à 6 mois de prison, sera condamné par les Assises à 5 ans plus 10 ans de mise à disposition

de la justice pour excitation au meurtre. La loi est renforcée pour traquer la propagande subversive. La grâce viendra plus tard.

L'armée, célébrée pour son héroïsme en la personne du général Vandersmissen, a donné des motifs d'inquiétude. Une campagne est entreprise pour la réformer et la rendre plus sûre. La gendarmerie voit son budget augmenter. Des indemnités sont votées au Parlement pour réparer les dommages aux industries. Il faut assurer l'ordre et la reprise des affaires.

Au lendemain des troubles de Liège, d'une seule voix l'opinion conservatrice et le gouvernement en avaient attribué la cause à des agitateurs, un complot étranger. Alertées, les chancelleries n'en ont découvert aucune trace, sinon des mouvements analogues qui en Angleterre, en France et ailleurs découlent de mobiles semblables. Ces mobiles il faudra bien les découvrir. Ce sera le rôle de la *Commission du travail* installée en avril 1886. En attendant, la presse de toute tendance se déchaîne. Les socialistes, les radicaux sont accusés des intentions les plus effrayantes, confondus avec les anarchistes ou les meneurs étrangers. Ils doivent être coupables puisqu'ils créent le péril en le dénonçant. Le *Catéchisme du Peuple* largement répandu est désigné comme un des moteurs importants du drame. Son auteur sera condamné, comme le sera Edouard Anseele pour son appel aux soldats : « A Seraing et dans les environs, on force les soldats à tirer sur le peuple. Nous ne pouvons empêcher cette guerre fratricide. Mais vous, pères, mères, sœurs, amantes, vous le pouvez ! Ecrivez vite, très vite, à tous vos parents et amis de l'armée : suppliez-les, au nom de tout ce qui leur est cher, de ne point tirer sur le peuple. Ouvrier ! Les gouvernants et les riches font des meurtriers de vos enfants !... Plaidez la cause de l'humanité et de l'amour du peuple ! ».

Les élections de juin 1886 renforcent la majorité conservatrice catholique, mais si la manifestation socialiste du 13 juin a été interdite, rien n'est terminé sur le plan social. L'agitation persiste, qualitativement mieux orientée. Si les anarchistes connaissent un certain démantèlement de leurs groupes, les socialistes s'organisent et progressent. Une prise de conscience s'est opérée, qui n'a pas nécessairement d'équivalent du côté adverse. La situation de l'ouvrier « n'a pas donné lieu jusqu'ici à des réclamations » déclare aux membres de la *Commission du travail* l'*Association des maîtres de forge de Charleroi*. Ce ne sont cependant pas les avertissements qui ont manqué dans cette région, spécialement en mars 1886. Il n'y a pire sourd ... !

Il est vrai que certains milieux ne voient les événements qu'en fonction des querelles de parti. « On cherche des anarchistes, mais le vrai coupable c'est la misère ! », peut s'écrier Jean Volders dans ses meetings. Les libéraux accusent « l'influence néfaste du clergé », car « l'Eglise n'est pas faite pour diriger la société moderne ». N'est-il pas étrange s'inquiète un de leurs journaux que les églises et les couvents aient été épargnés ? A l'anticléricalisme rabique répond l'intolérance aveugle : « Si l'édifice social croule, c'est que le libéralisme libre-penseur en a sapé les bases, principalement par l'école et la presse. Les principes religieux sont le seul frein efficace à l'explosion des mauvaises passions qui grouillent dans toute société ». Détourner l'ouvrier de la religion,

« c'est le pousser dans les bras du socialisme, du nihilisme ». « Le mal moral c'est l'absence de religion... ». « L'homme du peuple perd, de jour en jour davantage sous l'action démoralisante de la mauvaise presse et du socialisme cet esprit de devoir et l'abnégation qui lui faisait accepter sa part des charges sociales. Depuis qu'on a réussi à bannir de son cœur les sentiments religieux, il est devenu égoïste et cet égoïsme le suit aussi bien à l'armée qu'à la fabrique ». Voilà qui est bien dit pour des maîtres en égoïsme ! « Il faut se tourner vers le Dieu vivant du christianisme », il faut « enseigner ses lois éternelles aux petits enfants qui dans dix ou quinze ans deviendront à leur tour des patrons, des contremaîtres ou des ouvriers ». Ce ne sont que quelques citations significatives.

A les lire, on pourrait se demander s'il y a vraiment un autre problème, d'autres causes plus profondes. *LA MEUSE* inspirée par l'opposition doctrinaire reconnaît fin mars 1886 : « que les ouvriers sont mécontents et qu'ils souffrent. Il y a une question sociale à résoudre, et elle réclame impérieusement une solution ... Nous réclamons avec instance une enquête, une de ces vastes enquêtes comme on sait en faire en Angleterre, sur l'état de l'industrie houillère et la condition des ouvriers mineurs en Belgique ». L'idée, reprise aux progressistes, aboutit à la création de la *Commission du travail*.

« Quels cris de colère sauvage à travers cette enquête, écrira Victor Arnould, député censitaire d'opinion libérale, et comme ils se comprennent en présence de l'assurance méprisante et froide des patrons, qui se contentent de nier tout, jusqu'à l'évidence, certains d'être soutenus par la force publique qui veille et par la loi qui les couvre ! ».

En novembre 1886, le discours du trône annonce que des projets sont en train pour favoriser la libre formation de groupes professionnels, de conseils d'arbitrage et de conciliation, pour réglementer le travail des femmes et des enfants, pour réprimer les abus qui se produisent dans le paiement des salaires, pour construire des habitations ouvrières convenables, pour créer des institutions de prévoyance, de secours, d'assurances, de pension, pour combattre l'ivrognerie et l'immoralité, pour freiner la falsification des denrées alimentaires, pour développer l'agriculture, pour promouvoir l'instruction.

« La population des travailleurs est lasse de son sort, elle aspire à plus de bien-être, elle a soif de justice ... Le mécontentement gagne les plus dignes et commence à troubler les gouvernements qui se sentent les complices des misères des prolétaires ». Ainsi s'exprime au même moment Omer Wattez.

Tous ces problèmes ont été soulevés par les travaux de la *Commission du travail*. Toutefois, si dans son congrès des 25 et 26 juillet 1886, le *Parti ouvrier belge* a réclamé, à Gand, une intervention de l'État dans la réglementation du travail, c'est dans une optique opposée que se situe l'esprit du *Congrès catholique des œuvres sociales* tenu à Liège, en septembre suivant.

Les conclusions de la *Commission du travail* et les suites données à leurs constatations iront également dans ce sens de telle sorte qu'on peut affirmer que l'acquis immédiat, mais peut-on parler d'immédiat dans ces circonstances,

n'aura qu'un caractère résiduel bien impropre à satisfaire les besoins profonds révélés si brutalement, le 18 mars 1886, par les événements déclenchés à Liège sur l'initiative bien hasardeuse d'un groupuscule anarchiste.

Le débat restera donc ouvert. Peut-on affirmer qu'il soit clôturé à l'heure présente malgré tous les progrès réalisés ?

Tout le monde sera d'accord pour constater aujourd'hui combien des domaines aussi différents que le religieux, le scolaire, le politique, l'économique sont en puissance de transformation. Certains se montrent surpris, d'autres affligés par la montée des contestations. Ils dédaignent ce faisant l'enseignement du passé. L'histoire révèle que tout est mouvement. Les rythmes d'évolution ont atteint de nos jours une vitesse inconnue précédemment. La diffusion de l'instruction, la multiplication inouïe des moyens d'information, leur rapidité, leur puissance de pénétration, contribuent à intensifier le rôle de la masse dans toutes les matières. Ce rôle s'exerçait cependant jadis : « Vox populi, vox dei » dit le proverbe. Le peuple n'avait toutefois des choses qu'une conscience confuse.

L'historien peut, aujourd'hui, saisir à l'égard du passé, en raison du recul du temps; l'ensemble des phénomènes que les contemporains ne percevaient que partiellement. Les erreurs d'interprétations de ces derniers s'expliquent par cette vision réduite que ne dépassaient que des êtres particulièrement bien inspirés et lucides. La lenteur des pulsations décollait en partie de ces courtes vues, d'autant plus que coupées des masses les classes dirigeantes n'en saisissaient pas les besoins et ne pouvaient dès lors les reculer.

Depuis longtemps les sociologues savent qu'appuyés sur l'histoire, grâce aux moyens d'investigation modernes ils peuvent, eux aussi, révéler, appréhender les grands mouvements de l'humanité et par là aider à l'établissement d'une société plus humaine et plus juste. Même basée sur des événements minimes comme le sujet qui nous a retenu ici, l'histoire sociale doit aider à cet accomplissement. Aux historiens d'y contribuer.

C'est ce que nous avons entendu faire dans les pages qui suivent. Elles reprennent les constatations qui se dégagent d'une analyse des événements liégeois de 1886. Elles constituent le chapitre final d'un volume récemment publié sous le titre : *Une bourrasque sociale : Liège 1886* (1).

★ ★

(1) VAN SANTBERGEN René, *Une bourrasque sociale : Liège 1886* dans *Mémoire, documents*, t. IX, Liège, Commission communale d'histoire, Imprimerie Vaillant-Carmagne, place St-Michel, à Liège, 1969 - Prix : 240 F B.

INVENTAIRE DE LA CRISE DE 1886 A LIEGE.

Les pages qui précèdent ont eu l'intention d'amener le lecteur à une perception progressive du phénomène de la crise sociale belge de 1886 à travers l'exemple liégeois. La méthode inductive pratiquée explique ce qui peut y apparaître décousu. Il est temps de remettre un peu d'ordre dans ces propos en dégagant les caractères essentiels de ce mouvement où nous pouvons a priori distinguer quatre moments :

1. La détérioration d'un équilibre social déterminé par des facteurs économiques, politiques, culturels.
2. Le dépassement d'un point critique caractérisé par une explosion brutale et soudaine dont la violence est proportionnelle à l'intensité de la tension antérieure.
3. Le développement de réactions en chaîne accusant l'opposition entre les couches sociales et l'habileté de chacune d'elles à engendrer une stabilité nouvelle.
4. Le retour à un équilibre à son tour précaire.

Après avoir situé sommairement les préalables du problème tels qu'ils pouvaient se manifester à un observateur ordinaire, après avoir décrit l'événement dans son état brut, nous avons tenté de définir un certain nombre de traits dominants de la crise tout en recherchant à travers l'enquête de la *Commission du travail* les ressorts profonds de celle-ci.

Parvenu au terme de ce long parcours, le lecteur pourrait s'étonner qu'on ait pu consacrer tant d'attention à des faits à tout prendre bien ordinaires pris dans leur isolement. Il pourrait s'inquiéter que notre analyse ne touche en définitive qu'un secteur exigu du territoire et des institutions affectées par la bourrasque de 1886.

Nous préciserons donc notre but, à savoir, montrer que l'exceptionnel se trouve souvent dans le quotidien, que tout fait même anodin est chargé de sens, que les phénomènes les plus complexes se décomposent en séries dont chacune fournit une vision possible de l'ensemble, que la multiplication des analyses partielles, par leurs comparaisons et leurs recoupements fournira l'approche la plus rigoureuse de la connaissance scientifique de l'humanité.

Ce lecteur ne pourra toutefois contester, que pour partielle qu'elle soit, notre étude ne traduise l'importance dont est chargée en Belgique l'année 1886 sur le plan social. Il ne pourra dissimuler non plus que pour diffuses qu'elles soient dans leur ensemble, nos notations ne rendent compte d'une situation objective infiniment plus générale. il constatera par là même que de données particulières nous arrivons à dégager un schéma type applicable, *notens volens*, à des situations analogues. Notre travail dès lors se trouve justifié.

Dans le cas présent, nous pouvons en effet, définir un cadre, reconnaître des circonstances et repérer des modalités que d'autres crises de même nature

ont manifestées ou manifestent encore, *mutatis mutandis*, dans l'espace et dans le temps.

Voyons-les de plus près :

I. LE CADRE.

Il délimite une *société industrielle de type capitaliste* axée sur les principes rigides de l'école libérale de Manchester. Le rôle de l'Etat y est limité à l'application des lois garantissant l'exercice de la liberté dont bénéficient en principe toutes les classes de la société.

Celle-ci se divise en deux groupes d'inégale importance : la bourgeoisie et le prolétariat. Chacun d'entre eux révèle une composition hétérogène :

a) *la bourgeoisie*, moins importante en nombre, détient l'influence la plus grande. Elle tire sa subsistance des revenus de la propriété immobilière, rurale ou industrielle, de ceux de la propriété mobilière, financière, commerciale et autres. Elle contrôle de la sorte l'essentiel des ressources du pays. Préoccupée de son bien-être, elle s'est assurée la primauté dans l'Etat. Elle s'est attachée ce faisant une bureaucratie de gestion et d'administration, ainsi qu'une clientèle de service dont la condition dépend de la stabilité du régime. Ces catégories sans appartenir à la bourgeoisie proprement dite en revendiquent généralement la caution et en affectent les formes. Celles-ci s'inscrivent dans les structures traditionnelles : famille, Eglise, fortune. Ce milieu est essentiellement conservateur. La perméabilité sociale s'y limite à l'absorption d'un nombre restreint d'éléments puisés dans les classes inférieures préalablement soumis à une transmutation destinée à leur faire perdre leurs caractères originaux. Pénétrée de sa réelle puissance économique, la bourgeoisie a tendance à négliger les contradictions sociales qu'elle engendre au bénéfice de conflits de caractère affectif : religieux, linguistique, scolaire dans lesquels éclate son égoïsme.

b) *Le prolétariat* représente le plus grand nombre. Il se compose dans son ensemble de ceux dont les ressources résultent du produit de leur travail rural, artisanal, industriel, commercial. Il comporte une foule de variantes témoignant de la persistance des structures antérieures et d'une tendance à prendre modèle sur la classe dominante.

Ebranlés par la révolution industrielle, les cadres traditionnels ont livré leur contenu humain aux dures contraintes de l'économie nouvelle. Déracinés, inorganisés, étrangers dans un Etat qui leur impose des devoirs et leur mesure des droits, beaucoup de représentants de cette catégorie vivent aux limites de la résistance physique. Aux yeux de la bourgeoisie leur valeur dépend de la force que représente leur travail. Cette force épuisée, ils n'ont plus d'autre importance que celle que leur accorde la compassion privée. Sans autre instruction que celle nécessitée par les besoins d'une économie peu exigeante sur le plan intellectuel, ces malheureux connaissent peu leurs droits. Quoique spontanément portés à faire confiance à ceux qui leur assurent la subsistance, ils éprouvent un sentiment de plus en plus net de frustration en raison de l'ex-

ploitation dont ils se sentent l'objet et du mépris dans lequel ils sont tenus. La bourgeoisie ignore le prolétariat, ou plutôt elle le nie en traçant de l'ouvrier une image idéale faite de qualités morales que l'absence de misère seule pourrait réunir. Elle se convainc par un curieux retour de raison que l'absence de ces qualités entraîne la misère et elle abandonne la victime jugée irrécupérable à sa condition, quitte à se servir de toutes les forces en son pouvoir pour la maintenir dans cet état. Par réaction, le prolétariat tend confusément à modifier sa situation. Passé un certain stade de refuge dans l'immobilisme ou le passéisme, il est naturellement progressiste. Certains tendent à lui faire prendre conscience plus rapidement de ces perspectives. Il en résulte un état de tension sociale grandissant.

2. LES CIRCONSTANCES.

Elle jouent un rôle évident. Leur accumulation crée les conditions favorables à l'explosion :

- a) une période de basse conjoncture persistante de caractère mondial, cause et conséquence à la fois de sous-consommation, entraîne des réactions mal inspirées pour favoriser la relance :
- 1. diminution des salaires par prolongation de la journée de travail, par diminution des tarifs nominaux, par chômage partiel, par *truck-system*, par élimination des ouvriers handicapés trop faibles ou trop âgés.
- 2. augmentation de la productivité par introduction de la rémunération à la pièce, à la tâche ou à l'entreprise, par modernisation mécanique.
- 3. introduction de travailleurs sous-rémunérés : ouvriers ruraux saisonniers ou non, travailleurs étrangers, femmes, mineurs d'âge y compris des enfants.
- 4. compression des frais généraux au détriment des règles de sécurité ou d'hygiène ; contestation des responsabilités patronales.
- b) une mutation démographique déterminée par l'augmentation de la population générale et l'émigration rurale entraîne la croissance du chômage et du sous-emploi et favorise la pression sur la chute des salaires.
- c) un hiver rude et long aggrave la détérioration d'un état sanitaire déficient par suite des privations alimentaires et domestiques (vêtements, chauffage, logements insuffisants).
- d) une absence de vigilance des autorités limitées dans leurs initiatives par les principes du système économique libéral, écartant toute intervention de l'Etat, absorbées par des problèmes politiques étrangers aux préoccupations de la masse, aveuglées par l'habitude du danger social.
- e) une organisation renaissante du monde du travail après le drame de la *Commune* et l'échec de l'*Internationale*. Elle inspire des mouvements réformistes et révolutionnaires en voie d'unification mais dé-

chirés de divisions internes parfois persistantes (entre socialistes et anarchistes notamment). Animés par des intellectuels d'origine bourgeoise ou prolétarienne non intégrés dans le système, ou par des autodidactes, ils souffrent d'une trop grande richesse d'idées et de structures fragiles.

3. LES MODALITES.

Elles caractérisent la crise elle-même dans sa dynamique et ses manifestations propres.

L'allure du mouvement est classique. Un démarrage brutal provoqué par une occasion quelconque, ici l'anniversaire de la Commune, le 18 mars. Une foule sympathique où dominent des éléments jeunes entraînés à la suite de drapeaux rouges et de drapeaux noirs, des cris, des chants, une agitation joyeuse. Les violences restent limitées. Elles concernent les signes extérieurs de la contrainte économique : saccage de boutiques, de restaurants et de lieux de plaisir, bris de vitres aux domiciles des dirigeants des entreprises, envahissement des lieux de travail. Elles s'adressent aussi aux représentants de la contrainte politique : service d'ordre, responsables politiques locaux, maisons communales, éclairage et transports publics.

Ce vandalisme élémentaire témoigne de la timidité d'un mouvement improvisé, foncièrement soumis aux structures en place. Il exprime un malaise plutôt qu'une volonté délibérée de mutation sociale. Tel quel, il provoque néanmoins la réaction affolée des gens d'ordre. Le désarroi et la démesure, entretenus par une presse quotidienne diserte, caractérisent l'action des responsables publics. Déploiements policiers, démonstrations militaires, exploits de la garde civique, intransigeance judiciaire apparaissent comme autant de provocations. Ils durcissent l'opposition ouvrière, étendent le mouvement de grève et alimentent les manifestations de protestation. Meetings publics, piquets de grève, chasse aux briseurs de grève, escarmouches avec le service d'ordre, coups, blessures, mort d'hommes marquent l'installation dans la crise.

Inorganisé, dépourvu de cadres experts, sans unité et sans ressources propres, le mouvement est dès le départ condamné à l'échec. Les chefs, débordés par leurs troupes ouvrières, tendant de ramener celles-ci au calme et d'orienter leur action vers des voies plus méthodiques : organisation de groupes d'étude et conquête du suffrage universel.

L'agitation cristallise contre le mouvement ouvrier l'opinion des timorés. Le premier affolement passé, ceux-ci louent et encouragent les responsables de l'ordre. En neutralisant l'opposition politique, le climat de crainte favorise le gouvernement, justifie les mesures d'exception, et contre toute attente, augmente finalement son prestige. Le corps électoral, soucieux de stabilité, en lui apportant son soutien, consacre ses qualités de sauveur du régime.

Sûrs de leur force, n'étaient certaines menaces de concurrence étrangère, les patrons laissent pourrir le mouvement. Sourds aux revendications des négociateurs, ils ne cèdent finalement que des broutilles. Née de préoccupations poli-

tiques, la *Commission du travail* rencontrera peu de faveur de leur part. Ses résultats seront résiduels.

Plains d'enthousiasme, d'espoir et de colère au départ, le mouvement de grève finit dans la résignation. La résolution cède aux contraintes du besoin. Au rebours, une vague d'euphorie saisit la bourgeoisie, empressée à oublier avec la crainte ressentie les raisons mêmes qui l'ont déclenchée, soucieuse de se donner plus de sécurité en honorant le service d'ordre ou en l'améliorant, sans pour autant reconnaître dans les apparentes révélations de l'enquête de la *Commission du travail* d'une réalité trop affligeante. Ainsi, à bon prix, se donne-t-elle bonne conscience.

Vraiment, il n'y a pas de problème, ou plutôt, celui-ci est artificiellement suscité par des meneurs, fauteurs d'un complot international, des agitateurs, « étrangers » évidemment : les anarchistes et les socialistes sont de ceux-là. Ils s'appuient sur les « voyous », la « lie populaire ». Ils entraînent dans le malheur le « brave ouvrier ». Celui-ci comprend aisément que ces « cerveaux brûlés », ces « déclassés » ne peuvent que trahir ses intérêts si bien défendus par « des maîtres qui font tant pour l'ouvrier ». Tels sont à travers une presse abondante, influente, prolixe, sentencieuse et polémique, les arguments de ceux qui invoquent la loi. Sur le fond du problème, avertissements et mises en garde des parties adverses sont tenues pour inventions. L'école, la religion tour à tour sont mises en cause. On s'étonne, on tranche. Ah tout était mieux avant. Si l'on sonde un peu l'affaire, c'est pour déplorer que le travailleur manque précisément de ces qualités que pourrait lui donner la fortune.

A quoi bon les efforts d'imagination. Les conditions économiques sont ce qu'elles sont. Tout ira mieux demain. Des remèdes seront appliqués : l'extension du libre-échange, l'émigration, l'ouverture de colonies. On fera une enquête. L'Etat soutiendra ces initiatives ; pour accroître la liberté, oui ; pour assurer la justice distributive, non, la charité ici suffit !

Ceci dit, le problème en soi demeure, alourdi encore du poids d'une conscience nouvelle.

Inséré dans l'Etat gendarme, le travailleur se reprend à attendre l'Etat providence. Le vrai souverain ne fut-il pas toujours distributeur de provende ? Pourquoi ne deviendrait-il pas lui ce souverain ? Trop de suggestions dans cette voie lui viennent. Laquelle suivre ? Il y a tant d'obstacles !

Ses forces se divisent donc, elles s'annulent et le livrent sans ressort apparent à ceux qui le mènent.

Jusqu'à d'autres réveils !

René VAN SANTBERGEN.